

Brochure n° 3221

Convention collective nationale

IDCC : 1278. – **PERSONNELS PACT ET ARIM**
(Centres pour la protection,
l'amélioration et la conservation de l'habitat
et associations pour la restauration immobilière)
(4^e édition. – Septembre 2003)

AVENANT N° 5 DU 27 OCTOBRE 2004
À L'AVENANT N°2 DU 14 DÉCEMBRE 1990 SUR LA PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0551302M*
IDCC : 1278

PRÉAMBULE

En application de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les partenaires sociaux se sont réunis en commission paritaire le 27 octobre 2004 pour examiner les conditions de la mutualisation du régime de prévoyance mis en place par l'avenant n° 2 du 14 décembre 1990 modifié par avenants du 5 août 1999 et du 26 novembre 2001.

Cet examen a porté sur les comptes de résultat de la période écoulée et les propositions d'amélioration du régime faites par les organismes assureurs désignés.

A l'issue de cet examen, les partenaires sociaux décident :

- de reconduire la désignation du GNP en tant qu'organisme assureur des garanties incapacité de travail, invalidité, frais d'obsèques et décès pour une durée de 5 ans ;
- de reconduire la désignation de l'OCIRP en tant qu'organisme assureur de la garantie rente éducation pour une durée de 5 ans ;
- d'améliorer les garanties décès et rente éducation conformément aux propositions faites par le GNP et l'OCIRP ;
- de baisser le taux global de cotisation.

Les parties signataires conviennent de procéder à une nouvelle étude des modalités d'organisation de la mutualisation des risques et du choix des organismes assureurs dans les 6 mois précédant la nouvelle échéance quinquennale.

Article 1^{er}

L'article 3-3 « Décès - invalidité permanente et absolue » de l'avenant prévoyance n° 2 du 14 décembre 1990 est désormais libellé comme suit :

« En cas de décès du salarié, il est versé aux bénéficiaires un capital dont le montant varie en fonction de la situation de famille du salarié :

- salariés célibataires, veufs, divorcés : 120 % du salaire annuel brut ;
- salariés mariés : 150 % du salaire annuel brut ;
- majoration par enfant à charge au sens fiscal : 25 % du salaire annuel brut.

L'invalidité permanente et absolue (3^e catégorie sécurité sociale) donne lieu à versement par anticipation du capital fixé ci-dessus.

En cas du décès du conjoint, postérieurement ou simultanément au décès du salarié, il est versé aux enfants restant à charge un capital égal à 100 % de celui versé lors du décès du salarié, sous réserve que le conjoint soit âgé de moins de 60 ans et qu'il ne soit pas remarié.

Est assimilé au conjoint :

- d'une part le concubin sous réserve que les 2 personnes vivant en concubinage ne soient pas mariées, qu'elles vivent sous le même toit et que le concubinage soit notoire et permanent, à savoir qu'un enfant reconnu des 2 parents est né de l'union, à défaut, qu'il peut être prouvé une période de 2 ans de vie commune ;
- d'autre part, le partenaire auquel le salarié est lié à un pacte civil de solidarité. »

Article 2

L'article 3-4 « Rente éducation » de l'avenant « Prévoyance » n° 2 du 14 décembre 1990 est désormais libellé comme suit :

« En cas de décès ou d'invalidité permanente et absolue, une rente temporaire est versée au profit de chaque enfant à charge.

Le montant est fixé à 15 % du salaire annuel brut et ce montant ne pourra toutefois pas être inférieur à 15 % de la valeur du SMIC majoré de 5 %.

Elle est versée jusqu'à 18 ans ou 25 ans si l'enfant poursuit des études. Cette rente est attribuée dans les conditions prévues par le règlement de l'OCIRP et précisées dans une convention conclue pour son application entre l'OCIRP et le GNP. »

Article 3

L'article 5 « Répartition des cotisations » est désormais libellé comme suit :

« Le taux global de cotisation est fixé pour l'ensemble du personnel à 0,83 % de la tranche A et 1,37 % de la tranche B.

	TA	TB
Incapacité de travail	0,28 %	0,56 %
Invalidité	0,23 %	0,49 %
Décès	0,22 %	0,22 %
Frais d'obsèques	0,04 %	0,04 %
Rente éducation OCIRP	0,06 %	0,06 %
Total	0,83 %	1,37 %

La cotisation globale est répartie à hauteur de 60 % à la charge de l'employeur et de 40 % à la charge du salarié. »

Article 4

Date d'effet du présent avenant

La date d'effet du présent avenant est le 1^{er} juillet 2005 et s'applique pour l'ensemble des entreprises à compter de cette même date.

Fait à Paris, le 27 octobre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération nationale des centres PACT (FNC-PACT).

Syndicats de salariés :

Confédération française démocratique du travail (CFDT) ;

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;

Confédération générale des travailleurs (CGT) ;

Confédération générale des travailleurs Force ouvrière (CGT-FO) ;

Confédération générale de l'encadrement (CFE-CGC).